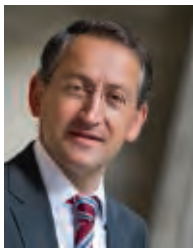


PAR PHILIPPE MAILLARD



directeur général
de la Lyonnaise
des eaux

De l'eau **facile** à l'eau **fragile**, un modèle à réinventer

Il faut cesser de considérer l'eau comme inépuisable et inaltérable. L'eau, longtemps facile, est devenue fragile. Protéger les ressources en eau, l'économiser, inventer de nouvelles tarifications sera l'affaire de tous pour un avenir durable de l'eau.

Le xx^e siècle fut en France, comme dans beaucoup de pays développés, celui des infrastructures et des réseaux, avec un enjeu prioritaire : acheminer l'eau chez l'habitant. Cette période a connu des avancées décisives en matière de traitement des pollutions et de distribution. Mais ce fut aussi celle de l'explosion des consommations et des prélèvements dans la ressource, celle de « l'eau facile ». Beaucoup a été fait pour restaurer la qualité de la ressource en eau et du milieu naturel. Mais, si une partie de la pollution urbaine a été traitée, de nouveaux polluants apparaissent grâce aux moyens d'analyse en progrès constant : résidus médicamenteux, perturbateurs endocriniens ou substances chimiques nouvelles qui reflètent l'évolution de nos modes de vie.

Qualité et protection des ressources

La conscience collective de ce nouvel état de fait est en train de se construire. L'eau est un marqueur puissant d'une société qui

L'accès à tous

L'accès de tous à l'eau est un défi qu'il faut relever, y compris en France. Non pas que le prix du service de l'eau y soit plus élevé qu'ailleurs, il l'est plutôt moins en comparaison avec les autres pays d'Europe. Mais il l'est encore trop pour les personnes les plus modestes : 900 000 ménages consacrent plus de 3% de leur budget à la facture du service de l'eau et de l'assainissement.

REPÈRES

Des données de plus en plus précises révèlent la gravité de la situation : 50 % des eaux de surface sont en mauvais état écologique, 40 % des masses d'eaux souterraines en mauvais état chimique, 56 départements ont été soumis en 2011 à des arrêtés sécheresse, 70 % des zones humides ont disparu, 25 % des échantillons d'eau de consommation prélevés en France contiennent au moins un résidu médicamenteux.

aspire à un développement plus durable : sa consommation doit être mesurée, maîtrisée, économisée et recyclée. La préoccupation de nos concitoyens à cet égard est forte, qui placent les problématiques liées à l'eau au sommet de leurs préoccupations environnementales, devant des sujets pourtant plus médiatiques comme la gestion des déchets nucléaires ou les conséquences du changement climatique.

Des attentes nouvelles

Les élus, de leur côté, expriment des attentes nouvelles et fortes qui s'ajoutent à l'exigence de qualité de l'eau au robinet, au premier rang desquelles la protection des ressources en eau, la recherche sur les nouveaux polluants, l'amélioration de la qualité écologique des rivières et des lacs. Autre défi à relever, l'altération de l'image des entreprises de l'eau. Au-delà, c'est toute la relation entre privé et public qui s'est effilochée et qui doit être rebâtie. La nature même des prestations réalisées par ces entreprises, le fait qu'elles ne fixent ni le prix de l'eau, ni le niveau d'exigence patrimoniale, environnementale ou sanitaire, sont des réalités dont la méconnaissance nourrit bien des malentendus.

La consommation doit être mesurée, maîtrisée, économisée et recyclée



© SUEZ ENVIRONNEMENT - WILLIAM DANIELS

LDE Grand Est – station d'épuration (STEP) de Cernay, agent effectuant un prélèvement sur la lagune.

Économiser l'eau

Ces nouveaux enjeux nécessitent une véritable transformation du modèle de l'eau, tel qu'il a prévalu jusqu'à aujourd'hui. Il nous faut réinventer l'avenir de l'eau, et le faire de manière collective, tant il est vrai que l'eau est devenue un sujet de débat public qui intéresse l'ensemble de nos concitoyens.

Il faut sortir de l'ère de l'eau facile et résolument s'engager à économiser l'eau et à éradiquer les pollutions. La France ne manque pas d'eau, avons-nous l'habitude d'entendre. C'est vrai dans certaines régions, à certaines époques de l'année, et c'est faux dans d'autres, à d'autres moments. Pour économiser l'eau, c'est tout un ensemble de solutions qui doit être mis en œuvre : amélioration du ren-

dement des réseaux, programme de réalimentation des nappes phréatiques, recyclage de l'eau. L'utilisation des nouvelles technologies de l'information et de la communication ouvre de nouvelles possibilités. L'utilisation d'eaux différentes (eaux usées traitées, eaux de pluie) en fonction des usages et avec des normes de qualité différenciées fait l'objet aujourd'hui de nouvelles expérimentations sur les territoires.

Le principal support de la biodiversité

Prendre à bras-le-corps la protection des ressources en eau, c'est gager qu'à l'avenir nous continuerons à être le pays de l'excellence de la qualité de l'eau au robinet. C'est, à l'autre bout de la chaîne, travailler aussi pour la restauration des écosystèmes, car l'eau demeure le principal support de la biodiversité.

Cette priorité centrée sur la protection des ressources conduit à créer de nouveaux métiers en amont et en aval des métiers traditionnels que sont la production et la distribution d'eau potable et l'assainissement. Elle implique une nouvelle génération de maîtres d'ouvrage, tels que les coopératives agricoles, les gestionnaires d'infrastructures ou encore les syndicats de rivière.

De nouvelles tarifications

Le développement des services dédiés à la protection des ressources, dans le cadre du service de l'eau et de l'assainissement, ne va pas de soi. L'ère de l'eau fragile interroge les politiques tarifaires, et au-delà le modèle économique même de l'eau. Et, à cet égard, les ques-

Traiter les micropolluants

L'un des enjeux majeurs de demain sera le traitement des micropolluants. Il nécessite de travailler en amont, c'est-à-dire de remonter la filière de l'industrie chimique et pharmaceutique pour qualifier les produits chimiques les moins nocifs pour l'eau, ceux dont l'empreinte environnementale est la plus faible. Au-delà, il importe de trouver de nouvelles solutions aux rejets des polluants dans l'eau, qu'il s'agisse d'utiliser les zones humides artificielles, sorte de tampon entre la station d'épuration et le milieu naturel ou de développer des technologies d'ozonation ou d'osmose inverse, susceptibles d'éliminer la quasi-totalité des micropolluants.

Le statu quo actuel sur les tarifications est peu tenable sur le long terme



© SUEZ ENVIRONNEMENT - WILLIAM DANIELS

Système Influx (Gestion des eaux pluviales) mis en place sous le nom de Ramses pour la Communauté urbaine de Bordeaux.

- tions sont nombreuses : quel est le bon signal prix pour inciter les consommateurs à économiser l'eau ? Est-ce à la facture d'eau, c'est-à-dire au consommateur, de payer la protection des ressources ? Et comment conjuguer, au sein du même système tarifaire, les impératifs patrimonial, environnemental, social, tout en sachant que les coûts des services de l'eau sont à 90 % des coûts fixes ? L'équation paraît impossible à résoudre, et donc le *statu quo* actuel semble peu tenable sur le long terme. Les investissements à venir au regard du vieillissement des réseaux et de la lutte contre les pollutions de l'eau seront en effet très importants. Ils auront une incidence sur le prix de l'eau. Cette situation interroge le système de péréquations entre les différentes catégories d'usagers (domestiques, agricoles, industriels) ainsi

que le principe qui prévaut en France de « l'eau paie l'eau » : des interrogations sur lesquelles l'intervention du politique sera nécessaire. Cet enjeu lié aux nouvelles tarifications conduit, là aussi, à faire évoluer les métiers pour être en capacité d'offrir de nouveaux services aux usagers, et notamment tous ceux qui relèvent de l'ingénierie tarifaire.

Et, au-delà, il invite à une réflexion d'envergure et partagée, susceptible de prendre en compte les limites d'un modèle économique fondé sur une logique de volume et d'examiner les conséquences, tant sur les politiques tarifaires que sur les systèmes de rémunération des opérateurs.

Pour un avenir durable de l'eau

Inventer les formes de protection des ressources en eau, concevoir les évolutions tarifaires adaptées aux spécificités du territoire : autant de projets qui se construisent en partenariat avec les collectivités locales, et nécessairement dans le cadre d'une gouvernance renouvelée. C'est l'objet du Contrat pour la santé de l'eau lancé par la Lyonnaise des eaux il y a un an : répartition claire des rôles entre collectivités et entreprises ; généralisation des systèmes d'*open data* ; partage équitable de la valeur créée ; ouverture des instances de pilotage à la société civile. Passer de l'ère de l'eau facile à l'eau fragile sera l'affaire de tous. C'est la vraie condition d'un avenir durable de l'eau. ■

Les limites d'un modèle économique fondé sur une logique de volume

Des objectifs différents

De très nombreuses expérimentations de nouvelles tarifications voient le jour. Elles poursuivent des objectifs différents, soit environnemental (avec la tarification progressive par exemple), soit social. Ces dernières empruntent elles-mêmes à des modalités différentes : baisse de la part fixe, « chèques eau », ou encore tarification différenciée en fonction des caractéristiques des ménages comme vient de l'expérimenter la Communauté du Dunkerquois.